

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/203295]

**14 JUIN 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, en ce qui concerne l'instauration d'une procédure unique et d'un permis unique**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, l'article 8, § 1<sup>er</sup> et § 2, l'article 7 et l'article 10, alinéa 4;

Vu l'accord de coopération du 2 février 2018 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers;

Vu l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 27 avril 2018;

Vu l'avis du Comité de gestion du Forem, donné le 8 mai 2018;

Vu le rapport du 29 mars 2018 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 18 mai 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la directive 2011/98/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 établissant une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un Etat membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un Etat membre.

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers*

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 4<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 4<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre du Gouvernement wallon qui a l'Emploi dans ses attributions; »;

b) dans le 18<sup>o</sup>, les mots « le document de séjour visé à l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> » sont remplacés par les mots « le titre de séjour visé à l'article 1<sup>er</sup>, 15<sup>o</sup> »;

c) il est complété par les 20<sup>o</sup>, 21<sup>o</sup>, 22<sup>o</sup>, 23<sup>o</sup> et 24<sup>o</sup> rédigés comme suit :

« 20<sup>o</sup> l'Administration : la Direction de l'Emploi et des Permis de travail du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi, Recherche du Service public de Wallonie;

21<sup>o</sup> l'accord de coopération du 2 février 2018 : l'accord de coopération du 2 février 2018 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers;

22<sup>o</sup> le permis unique : le titre de séjour tel que défini à l'article 3, 10<sup>o</sup>, de l'accord de coopération du 2 février 2018;

23<sup>o</sup> la procédure unique : la procédure telle que définie à l'article 3, 6<sup>o</sup>, de l'accord de coopération du 2 février 2018;

24<sup>o</sup> le ressortissant de pays tiers : le ressortissant tel que défini à l'article 3, 7<sup>o</sup>, de l'accord de coopération du 2 février 2018. ».

**Art. 3.** Dans l'article 2, alinéas 3 et 7, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 6 février 2003, 12 septembre 2007, 23 avril 2008, 28 mai 2009, 13 mars 2011, 17 juillet 2012 et 17 juillet 2013, le mot « Ministre » est remplacé par les mots « Ministre régional ».

**Art. 4.** L'article 9, alinéa 5, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 6 février 2003, du 12 septembre 2007 et du 23 décembre 2008, est abrogé.

**Art. 5.** L'article 14 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application du chapitre IV de l'accord de coopération du 2 février 2018, le certificat médical visé à l'article 61/25-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 6<sup>o</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 est assimilé à un certificat médical visé par le présent article. ».

**Art. 6.** Dans le chapitre IV du même arrêté royal, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 29 octobre 2015, la section 3, comportant les articles 17 et 18, est rétablie dans la rédaction suivante :

« Section 3. Procédure d'autorisation au travail qui s'inscrit dans la procédure d'obtention du permis unique ou d'un autre titre de séjour en vue de travailler pour une période de plus de nonante jours.

Art. 17. § 1<sup>er</sup>. Les dispositions du chapitre IV de l'accord de coopération du 2 février 2018 s'appliquent sans préjudice des dispositions :

1° des chapitres II à XI;

2° de l'arrêté royal du 7 octobre 2009 portant des dispositions particulières relatives à l'occupation de certaines catégories de travailleurs étrangers.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, il est fait exception de :

1° l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 14;

2° la section 2 du chapitre VI °;

3° l'article 31, alinéa 2.

Art. 18. Afin d'autoriser un ressortissant d'un pays tiers à travailler, l'employeur introduit une demande d'autorisation de travail auprès de l'Administration et ce, conformément aux dispositions de la présente section.

La demande est introduite au moyen d'un formulaire mis à disposition par l'Administration.

L'employeur et le travailleur ressortissant d'un pays tiers remplissent dûment, datent et signent le formulaire de demande.

L'employeur agit comme représentant du travailleur. La signature par le travailleur et l'employeur ou son mandataire du formulaire de demande visé à l'alinéa 2, vaut :

1° désignation, par le travailleur, de l'employeur en tant que représentant;

2° acceptation, par l'employeur, du mandat ainsi confié.

Art. 18/1. La demande formulée par le biais de l'employeur est en tout cas introduite par une personne physique disposant de la capacité juridique en Belgique pour ce faire. Cela peut être l'employeur lui-même, ou une personne physique ayant sa résidence principale en Belgique et agissant au nom et pour le compte de celui-ci. Lorsque l'employeur est établi en dehors de la Belgique, seule cette personne physique est habilitée à agir.

Art. 18/2. L'employeur ou, le cas échéant, le travailleur, joint les documents visés à l'article 61/25-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 au formulaire visé à l'article 18.

Art. 18/3. Au formulaire visé à l'article 18 et aux documents visés à l'article 18/2, l'employeur joint :

1° la copie de sa pièce d'identité ou celle de son mandataire;

2° la copie de toutes les pages du passeport en cours de validité du travailleur et, si l'intéressé séjourne en Belgique, la copie du document couvrant son séjour;

3° si la demande concerne un détachement :

a) une copie du document délivré par l'institution étrangère attestant que la législation relative à la sécurité sociale de ce pays continue à s'appliquer pendant l'occupation sur le territoire belge lorsqu'un accord international relatif à la sécurité sociale existe;

b) en l'absence d'un tel accord international, un document du Service public fédéral Sécurité Sociale attestant que le travailleur ne peut être assujéti au régime belge de sécurité sociale.

Pour une demande de renouvellement, outre les documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sont également joints :

1° la copie des fiches de paie ou décomptes de paie pour toute la période de l'autorisation de travail qui arrive à échéance ou la copie du compte individuel;

2° si la demande concerne un détachement, la preuve d'inscription au cadastre Limosa;

3° si la demande concerne un chercheur subsidié visé à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, la preuve du paiement du subside.

Art. 18/4. Au formulaire visé à l'article 18 et aux documents visés aux articles 18/2 et 18/3, l'employeur joint, s'il s'agit des stagiaires visés à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 5° :

1° la copie du contrat de stage dûment rempli, visé à l'article 22, 3°, daté et signé par les deux parties;

2° si le stage est rémunéré à l'aide d'une bourse, la preuve de l'octroi de celle-ci à l'intéressé;

3° le programme de formation visé à l'article 22, 4°;

4° la copie du diplôme ou certificat d'études en continuation duquel le stage s'inscrit, à laquelle sera jointe, le cas échéant, la version traduite par un traducteur juré;

5° l'engagement visé à l'article 21, 2°, signé par le stagiaire, de n'occuper en Belgique aucun emploi pendant la durée de validité de l'autorisation de travail sollicitée.

Art. 18/5. Au formulaire visé à l'article 18 et aux documents visés aux articles 18/2 et 18/3, l'employeur joint, s'il s'agit de personnel hautement qualifié ou de personnes qui viennent occuper un poste de direction, visés à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 6° et 7° :

1° a) la copie du contrat de travail conforme aux dispositions des titres I et III de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, daté et signé par les deux parties;

b) en cas de détachement, la copie du contrat de travail liant le travailleur à son employeur établi à l'étranger, à laquelle sera jointe, le cas échéant, la version traduite par un traducteur juré;

2° en cas de détachement, une attestation signée par l'employeur précisant la durée du détachement ainsi que les conditions de travail et de rémunération durant le détachement;

3° pour le personnel hautement qualifié, la copie des diplômes de l'enseignement supérieur obtenus par l'intéressé, à laquelle sera jointe, le cas échéant, la version traduite par un traducteur juré;

4° pour les personnes qui viennent occuper un poste de direction, l'attestation « Personnel de direction » mise à disposition par l'Administration dûment remplie, datée et signée par les deux parties.

Art. 18/6. Au formulaire visé à l'article 18 et aux documents visés aux articles 18/2 et 18/3, l'employeur joint, s'il s'agit de chercheurs ou de professeurs invités visés à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup> :

1° pour les chercheurs, le programme de recherche à temps plein avec mention des dates de début et de fin et de la rémunération ou du subside qui sont au moins égaux au barème d'assistant des universités, établissements d'enseignement supérieur ou établissements scientifiques reconnus;

2° si la demande concerne un chercheur subsidié, la preuve d'octroi du subside;

3° la preuve de l'invitation et, le cas échéant, de la sélection, par l'université, l'établissement d'enseignement supérieur ou l'établissement scientifique reconnu;

4° la copie du diplôme universitaire de l'intéressé, notamment la preuve qu'il est porteur d'un doctorat à thèse ou d'un titre académique jugé équivalent, à laquelle sera jointe, le cas échéant, la version traduite par un traducteur juré;

5° pour un professeur invité, à moins qu'il ne soit prouvé que, durant son séjour, son institution d'envoi continue à le rémunérer, la preuve qu'une rémunération conforme au barème du personnel enseignant de l'université ou de l'établissement d'enseignement supérieur lui est allouée.

Art. 18/7. Au formulaire visé à l'article 18 et aux documents visés aux articles 18/2 et 18/3, l'employeur joint, s'il s'agit de techniciens spécialisés visés à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup> :

1° la copie du contrat de fourniture qui prouve que l'installation que le technicien spécialisé vient monter, mettre en marche ou réparer est fabriquée ou livrée par son employeur établi à l'étranger;

2° une note précisant le secteur et le domaine d'activités de l'employeur établi à l'étranger qui détache son travailleur;

3° la copie du contrat de travail liant le technicien à son employeur établi à l'étranger, accompagnée d'une copie de l'ordre de mission ou de la lettre de mission, signé par l'employeur, spécifiant la durée du détachement ainsi que les conditions de travail et de rémunération pour la durée du détachement, à laquelle sera jointe, le cas échéant, la version traduite par un traducteur juré.

Art. 18/8. Au formulaire visé à l'article 18 et aux documents visés aux articles 18/2 et 18/3, l'employeur joint, s'il s'agit de travailleurs visés à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>, détachés pour une formation de maximum six mois accessoire à un contrat de vente conclu avec une entreprise belge :

1° la copie du contrat de travail liant le travailleur et l'employeur établi à l'étranger, à laquelle sera jointe, le cas échéant, la version traduite par un traducteur juré;

2° la copie du contrat de formation accessoire au contrat de vente mentionnant la durée de la formation ainsi que les conditions de travail et de rémunération durant la formation;

3° la copie du contrat de vente conclu entre l'entreprise belge et l'employeur établi à l'étranger.

Art. 18/9. Au formulaire visé à l'article 18 et aux documents visés aux articles 18/2 et 18/3, l'employeur joint, s'il s'agit de sportifs professionnels ou d'entraîneurs visés à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 11<sup>o</sup> :

1° la copie du contrat de travail de sportif rémunéré conforme aux dispositions des articles 2 à 9 de la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré, daté et signé par les deux parties;

2° une déclaration sur l'honneur par laquelle l'employeur s'engage à respecter le montant de rémunération visé à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 11<sup>o</sup>.

Art. 18/10. Au formulaire visé à l'article 18 et aux documents visés aux articles 18/2 et 18/3, l'employeur joint, lorsqu'il s'agit de travailleurs exerçant une fonction à responsabilité dans une compagnie de navigation aérienne étrangère ayant un siège d'exploitation en Belgique ou dans un office de tourisme de leur pays, visés à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 12<sup>o</sup> et 13<sup>o</sup> :

1° la copie du contrat de travail conforme aux dispositions des titres I et III de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, daté et signé par les deux parties ou, en cas de détachement, une copie du contrat de travail liant le travailleur à son employeur établi à l'étranger, à laquelle sera jointe, le cas échéant, la version traduite par un traducteur juré;

2° en cas de détachement, une attestation signée par l'employeur précisant la durée du détachement ainsi que les conditions de travail et de rémunération durant le détachement.

Art. 18/11. Au formulaire visé à l'article 18 et aux documents visés aux articles 18/2 et 18/3, l'employeur joint, s'il s'agit d'artistes de spectacle visés à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 15<sup>o</sup> :

1° la copie du contrat de travail pour artiste de spectacle contenant les mentions et dispositions reprises à l'annexe II qui est jointe à cet arrêté, dûment rempli, daté et signé par les deux parties;

2° une lettre explicative de l'employeur sur la nature des activités artistiques dans le cadre de l'autorisation de travail.

L'Administration peut modifier l'annexe II qui est jointe à cet arrêté, visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>.

Art. 18/12. Au formulaire visé à l'article 18 et aux documents visés aux articles 18/2 et 18/3, l'employeur joint, s'il s'agit de travailleurs détachés pour suivre une formation dans un siège belge du groupe multinational auquel leur entreprise appartient, visée à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 18<sup>o</sup> et 19<sup>o</sup>:

1° la copie du contrat de travail liant le travailleur à son employeur établi à l'étranger, à laquelle sera jointe, le cas échéant, la version traduite par un traducteur juré;

2° la preuve que le siège belge où la formation a lieu fait partie du groupe multinational auquel l'entreprise du travailleur appartient;

3° la copie du contrat de formation, mentionnant la durée de la formation ainsi que les conditions de travail et de rémunération durant sa formation en Belgique.

Art. 18/13. Au formulaire visé à l'article 18 et aux documents visés aux articles 18/2 et 18/3, l'employeur joint, s'il s'agit de travailleurs visés à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 20°, bénéficiant du statut de résident de longue durée dans un autre Etat membre de l'Union européenne, et dont l'autorisation de travail concerne une profession reconnue, par l'autorité compétente, comme connaissant une pénurie de main-d'œuvre :

1° s'il s'agit d'une première demande, la copie de la carte de séjour de résident de longue durée, obtenue par l'intéressé dans un autre état membre de l'Union européenne, reprenant expressément la mention adéquate « Résident de longue durée UE »;

2° la copie du contrat de travail conforme aux dispositions des titres I à III de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, daté et signé par les deux parties.

Art. 18/14. Au formulaire visé à l'article 18 et aux documents visés aux articles 18/2 et 18/3, l'employeur joint, s'il s'agit de travailleurs visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, la preuve qu'il s'agit d'un culte reconnu et que l'intéressé est Ministre du culte, et ce au moyen d'une copie de l'acte de désignation par le SPF Justice ou de la preuve de la désignation par le responsable belge du culte reconnu. La durée de la mission et les moyens de subsistance sont mentionnés.

Art. 18/15. Au formulaire visé à l'article 18 et aux documents visés aux articles 18/2 et 18/3, l'employeur joint les documents suivants s'il s'agit du personnel qui assure l'entretien des sépultures des militaires de nationalité étrangère visé à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 7° :

1° tout document démontrant que le travailleur est occupé par une instance officielle chargée de l'entretien des sépultures militaires, en vue d'assurer l'entretien des sépultures des militaires de nationalité étrangère;

2° la copie du contrat de travail conforme aux dispositions des titres I à III de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, daté et signé par les deux parties.

Art. 18/16. Au formulaire visé à l'article 18 et aux documents visés aux articles 18/2 et 18/3, l'employeur joint, s'il s'agit de marins visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 8° :

1° la preuve de l'inscription sur la liste du Pool auprès de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins;

2° la copie du contrat d'engagement maritime à bord de navires de mer conforme aux dispositions des articles 29 à 39 de la loi du 3 juin 2007 portant des dispositions diverses relatives au travail, daté et signé par le marin et l'employeur, l'armateur, son préposé ou le capitaine.

Art. 18/17. Au formulaire visé à l'article 18 et aux documents visés aux articles 18/2 et 18/3, l'employeur joint la copie de la carte de presse du journaliste délivrée par les services compétents s'il s'agit de journalistes séjournant en Belgique qui sont exclusivement attachés à des journaux publiés à l'étranger, ou à des agences de presse, stations de radio ou télévision établies à l'étranger visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 15°.

Art. 18/18. Au formulaire visé à l'article 18 et aux documents visés aux articles 18/2 et 18/3, l'employeur joint, s'il s'agit de travailleurs visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 20° :

1° la copie du contrat de travail conforme aux dispositions des titres I et III de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, daté et signé par les deux parties;

2° la copie de l'accord international en exécution duquel l'occupation a lieu;

3° la preuve que l'accord international, en exécution duquel l'occupation a lieu, a été approuvé par une autorité régionale ou communautaire dans le cadre de leurs compétences respectives.

Art. 18/19. Au formulaire visé à l'article 18 et aux documents visés aux articles 18/2 et 18/3, l'employeur joint, s'il s'agit de stagiaires visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 21° :

1° la copie du contrat de stage daté et signé par les deux parties mentionnant la durée du stage et le montant des moyens de subsistance;

2° s'il s'agit d'un stagiaire occupé dans le cadre d'un programme approuvé par une organisation internationale de droit public établie en Belgique et dont le statut est régi par un traité en vigueur, la preuve de l'approbation de ce programme par l'organisation internationale;

3° en cas de programme d'échange basé sur la réciprocité, la preuve de la réciprocité.

Art. 18/20. Au formulaire visé à l'article 18 et aux documents visés aux articles 18/2 et 18/3, l'employeur joint, s'il s'agit de postdoctorants ressortissants d'un pays tiers visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 25° :

1° la preuve que le postdoctorant est titulaire d'un titre de docteur ou qu'il possède des qualités scientifiques exceptionnelles dont l'existence est attestée par l'université d'accueil;

2° la preuve que le postdoctorant bénéficie d'un subside à savant avec mention du montant du subside;

3° la preuve que le postdoctorant mène à bien une recherche scientifique fondamentale dans une université d'accueil avec mention de la durée de la recherche.

Art. 18/21. Au formulaire visé à l'article 18 et des documents visés aux articles 18/2 et 18/3, l'employeur joint, lorsqu'il s'agit de chercheurs visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 26°, la copie de la convention d'accueil entre le chercheur et l'organisme de recherche agréé dûment remplie, datée et signée par les deux parties.

Art. 18/22. Au formulaire visé à l'article 18 et aux documents visés aux articles 18/2 et 18/3, l'employeur joint, s'il s'agit de cadres et de personnel de direction visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 33° :

1° la copie du contrat de travail conforme aux dispositions des titres I et III de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, daté et signé par les deux parties prévoyant une rémunération annuelle dépassant le montant indiqué à l'article 69 de la loi du 3 juillet 1978, calculé et adapté suivant l'article 131 de la même loi;

2° une attestation d'un réviseur d'entreprises, repris sur la liste de l'Institut belge des réviseurs d'entreprises certifiant que l'employeur satisfait aux conditions légales pour être qualifié de siège central.

Art. 18/23. Au formulaire visé à l'article 18 et des documents visés aux articles 18/2 et 18/3, l'employeur joint, lorsqu'il s'agit de travailleurs non visés par les articles 18/4 à 18/22 inclus, ni par les articles 18/24 ou 18/25, une copie du contrat de travail contenant les mentions et dispositions reprises à l'annexe I jointe, dûment rempli, daté et signé par les deux parties.

L'Administration peut modifier l'annexe I jointe, visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Art. 18/24. § 1<sup>er</sup>. En vue de l'occupation visée à l'article 16, le travailleur, ressortissant d'un pays tiers, introduit une demande d'autorisation de travail pour une durée illimitée et couvrant toutes les professions salariées auprès de l'Administration, et ce, conformément aux dispositions du présent arrêté.

La demande est introduite au moyen d'un formulaire mis à disposition par l'Administration.

Le travailleur ressortissant d'un pays tiers remplit dûment, date et signe le formulaire de demande.

§ 2. Au formulaire visé au paragraphe 1<sup>er</sup> et aux documents visés à l'article 18/2, le travailleur joint :

1° la copie des permis de travail B visés à l'article 3, 2°, préalablement accordés par la Région de Bruxelles-Capitale, par la Région flamande ou la Communauté germanophone ou de tous les titres de séjour accordés à des fins de travail;

2° la copie des fiches de paie ou décomptes de paie pour la période complète la plus récente couverte par une autorisation de travail;

3° la copie du contrat de travail en cours ou, à défaut, de tout autre document prouvant les moyens de subsistance suffisants du ressortissant de pays tiers, et ce, conformément à l'article 61/25-6, § 1<sup>er</sup>, 2°, de la loi du 15 décembre 1980.

Art. 18/25. § 1<sup>er</sup>. En vue de son occupation visée à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 35°, le ressortissant étranger ayant obtenu le statut de résident de longue durée dans un autre Etat membre de l'Union européenne, en vertu d'une législation ou réglementation transposant la Directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut de résident de longue durée, introduit une demande d'autorisation de travail à durée illimitée auprès de l'Administration, et ce, conformément aux dispositions du présent arrêté.

La demande est introduite au moyen d'un formulaire mis à disposition par l'Administration.

Le travailleur ressortissant d'un pays tiers remplit dûment, date et signe le formulaire de demande.

§ 2. Au formulaire visé au paragraphe 1<sup>er</sup> et aux documents visés à l'article 18/2, le travailleur joint :

1° la copie des permis de travail B visés à l'article 3, 2°, préalablement accordés par la Région de Bruxelles-Capitale, par la Région flamande ou par la Communauté germanophone ou de tous les titres de séjour accordés à des fins de travail;

2° la copie des fiches de paie ou décomptes de paie pour la période complète la plus récente couverte par une autorisation de travail;

3° la copie du contrat de travail en cours ou, à défaut, de tout autre document prouvant les moyens de subsistance suffisants du ressortissant de pays tiers, et ce, conformément à l'article 61/25-6, § 1<sup>er</sup>, 2°, de la loi du 15 décembre 1980.

Art. 18/26. § 1<sup>er</sup>. L'Administration notifie la décision refusant l'autorisation de travail à l'employeur, ainsi qu'au travailleur répondant aux conditions visées à l'article 9 de la loi du 30 avril 1999.

La décision mentionne la possibilité d'introduire un recours conformément à l'article 9 de la loi du 30 avril 1999, les instances compétentes pour connaître de ce recours, ainsi que les exigences de formes et de délais.

§ 2. Aussi longtemps que le recours est pendant auprès du Ministre régional, est déclarée irrecevable toute demande introduite en vertu de :

1° l'article 18, pour autant qu'il s'agisse d'un emploi pour le même travailleur et que le recours qui est pendant auprès du Ministre régional concerne une demande introduite en vertu de l'article 18;

2° l'article 18/24, par le même travailleur, pour autant que le recours qui est pendant auprès du Ministre régional concerne une demande introduite en vertu de l'article 18/24;

3° l'article 18/25, par le même travailleur, pour autant que le recours qui est pendant auprès du Ministre régional concerne une demande introduite en vertu de l'article 18/25.

§ 3. L'Administration notifie la décision du Ministre régional en recours refusant l'autorisation de travail au requérant.

La décision mentionne la possibilité d'introduire un recours, les instances compétentes pour connaître de ce recours, ainsi que les exigences de formes et de délais.

Art. 18/27. La demande de renouvellement de l'autorisation de travail est introduite auprès de l'Administration par l'employeur, conformément aux articles 18 à 18/3 inclus, et, selon le cas, aux articles 18/4 à 18/23 inclus.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les documents visés aux articles 18/4 à 18/23 qui sont restés inchangés depuis leur transmission à l'Administration, à l'exception du document visé à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup> ne sont pas joints à la demande de renouvellement. ».

**Art. 7.** Dans l'article 38, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le mot « Ministre » est remplacé par les mots « Ministre régional ».

#### CHAPITRE II. — Dispositions finales et transitoires

**Art. 8.** Le Ministre nomme le membre effectif et le membre suppléant de la juridiction de coopération, visée à l'article 44 de l'accord de coopération 2 février 2018, pour une période de quatre ans renouvelable.

**Art. 9.** Les permis de travail A octroyés en application des dispositions en vigueur avant la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, restent valables après l'entrée en vigueur du présent arrêté et restent soumis aux dispositions en vigueur avant cette date.

**Art. 10.** Les demandes d'obtention du permis de travail A introduites avant la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté restent valables.

**Art. 11.** Les autorisations d'occupation et les permis de travail B octroyés en application des dispositions en vigueur avant la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, restent valables jusqu'à leur terme.

**Art. 12.** Les demandes d'obtention de l'autorisation d'occupation et du permis de travail B introduites avant la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, restent soumises aux dispositions en vigueur avant cette date.

L'autorisation d'occupation et le permis de travail B ainsi obtenus restent valables jusqu'à leur terme.

**Art. 13.** Pour les cas visés aux articles 11 et 12, l'autorisation au travail du travailleur ainsi que l'autorisation à l'employeur pour occuper le travailleur peuvent être accordées à nouveau uniquement moyennant le respect de la procédure de demande de renouvellement visée à l'article 18/27 de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers.

**Art. 14.** Le présent arrêté produit ses effets à la date à laquelle entre en vigueur l'accord de coopération du 2 février 2018 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers.

**Art. 15.** Le Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 juin 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche,  
de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,  
P.-Y. JEHOLET

—————  
VERTALING

### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/203295]

#### 14 JUNI 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, wat betreft de invoering van één enkele procedure en een gecombineerde vergunning

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, artikelen 8, § 1 en § 2, artikel 7 en artikel 10, vierde lid;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 tussen de Federale Staat, het Waalse Gewest, het Vlaamse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap over de coördinatie van het beleid voor de toekenning van arbeidsvergunningen en de toekenning van de verblijfsvergunning, alsook de normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse werknemers;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 27 april 2018;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Forem, gegeven op 8 mei 2018;

Gelet op het rapport van 29 maart 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 18 mei 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Richtlijn 2011/98/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 betreffende één enkele aanvraagprocedure voor een gecombineerde vergunning voor onderdanen van derde landen om te verblijven en te werken op het grondgebied van een lidstaat, alsmede inzake een gemeenschappelijk pakket rechten voor werknemers uit derde landen die legaal in een lidstaat verblijven, wordt bij dit besluit gedeeltelijk omgezet.

**HOOFDSTUK I.** — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers*

**Art. 2.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 4° wordt vervangen als volgt :

"4° de Minister : de Minister van de Waalse Regering bevoegd voor Tewerkstelling;"

b) in punt 18°, worden de woorden "het verblijfsdocument voorzien bij artikel 1, 3°" vervangen door de woorden "de verblijfsvergunning voorzien in artikel 1, 15°";

c) het artikel wordt aangevuld met de punten 20°, 21°, 22°, 23° en 24°, luidend als volgt :

"20° de Administratie : de Directie Tewerkstelling en Werkvergunningen van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk, Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

21° het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 : het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 tussen de Federale Staat, het Waalse Gewest, het Vlaamse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap over de coördinatie van het beleid voor de toekenning van arbeidsvergunningen en de toekenning van de verblijfsvergunning, alsook de normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse werknemers;

22° de gecombineerde vergunning : de verblijfsvergunning zoals bepaald in artikel 3, 10°, van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018;

23° de enkele procedure : de procedure zoals bepaald in artikel 3, 6°, van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018;

24° onderdaan van een derde land : de onderdaan zoals bepaald in artikel 3, 7°, van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018.”.

**Art. 3.** In artikel 2, derde en zevende lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 februari 2003, 12 september 2007, 23 april 2008, 28 mei 2009, 13 maart 2011, 17 juli 2012 en 17 juli 2013, wordt het woord “Minister” vervangen door de woorden “gewestelijke Minister”.

**Art. 4.** Artikel 9, vijfde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 februari 2003, 12 september 2007 en 23 december 2008, wordt opgeheven.

**Art. 5.** Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

“Voor de toepassing van hoofdstuk IV van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018, wordt het geneeskundig getuigschrift bedoeld in artikel 61/25-2, § 1, tweede lid, 6°, van de wet van 15 december 1980 gelijkgesteld met een bij dit artikel bedoelde geneeskundig getuigschrift.”.

**Art. 6.** In hoofdstuk IV van hetzelfde koninklijk besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 oktober 2015, wordt afdeling 3, die de artikelen 17 en 18 omvat, opnieuw opgenomen als volgt :

“Afdeling 3. Procedure tot het verrichten van arbeid die deel uitmaakt van de procedure tot het verkrijgen van een gecombineerde vergunning of een andere verblijfsvergunning om voor een periode van meer dan negentig dagen te werken.

Art. 17. § 1. De bepalingen van hoofdstuk IV van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 gelden onverminderd de bepalingen :

1° van de hoofdstukken II tot XI;

2° van het koninklijk besluit van 7 oktober 2009 houdende bijzondere bepalingen met betrekking tot de tewerkstelling van sommige categorieën van buitenlandse werknemers.

Wat het eerste lid, 1°, betreft, wordt een uitzondering gemaakt op :

1° artikel 2, eerste lid, 14°;

2° afdeling 2 van hoofdstuk VI;

3° artikel 31, tweede lid.

Art. 18. Om een onderdaan van een derde land toe te laten om te werken, dient de werkgever een aanvraag tot arbeidsvergunning in bij de Administratie en dit, overeenkomstig de bepalingen van deze afdeling.

De aanvraag wordt ingediend door middel van een formulier ter beschikking gesteld door de Administratie.

Het aanvraagformulier wordt door de werkgever en de werknemer onderdaan van een derde land naar behoren ingevuld, gedateerd en ondertekend.

De werkgever treedt op als vertegenwoordiger van de werknemer. De ondertekening van het aanvraagformulier bedoeld in het tweede lid door de werknemer en de werkgever of diens lasthebber, geldt als :

1° aanwijzing, door de werknemer, van de werkgever als vertegenwoordiger;

2° aanvaarding, door de werkgever, van het aldus toevertrouwde mandaat.

Art. 18/1. De aanvraag geformuleerd door de werkgever wordt in elk geval ingediend door een natuurlijke persoon die daarvoor de rechtsbevoegdheid in België heeft. Het kan de werkgever zelf zijn, of een natuurlijke persoon die zijn hoofdverblijfplaats in België heeft en die namens en voor rekening van de werkgever handelt. Wanneer de werkgever buiten België is gevestigd, is alleen deze natuurlijke persoon gemachtigd om te handelen.

Art. 18/2. De werkgever of, in voorkomend geval, de werknemer, voegt de documenten bedoeld in artikel 61/25-2, § 1, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 bij het formulier bedoeld in artikel 18.

Art. 18/3. Bij het formulier bedoeld in artikel 18 en de documenten bedoeld in artikel 18/2, voegt de werkgever :

1° het afschrift van zijn identiteitskaart of van zijn lasthebber;

2° het afschrift van elke bladzijde van het geldig paspoort van de werknemer en, als de betrokkene in België verblijft, het afschrift van het document dat zijn verblijf dekt;

3° als de aanvraag een terbeschikkingstelling betreft :

a) een afschrift van het document afgegeven door de buitenlandse instelling waaruit blijkt dat de wetgeving betreffende de sociale zekerheid van dat land van toepassing blijft tijdens de tewerkstelling op het Belgisch grondgebied wanneer een internationale overeenkomst betreffende de sociale zekerheid bestaat;

b) bij gebrek aan een dergelijke internationale overeenkomst, een document van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid waaruit blijkt dat de werknemer niet onderworpen mag worden aan het Belgisch stelsel van sociale zekerheid.

Voor een aanvraag tot hernieuwing, naast de in het eerste lid bedoelde documenten, worden er ook bijgevoegd :

1° het afschrift van de loonfiches of loonafrekeningen voor de hele periode van de arbeidsvergunning die vervalt of het afschrift van de individuele rekening;

2° als de aanvraag een terbeschikkingstelling betreft, het bewijs van de inschrijving in het kadaster Limosa;

3° als de aanvraag een gesubsidieerde onderzoeker betreft bedoeld in artikel 9, eerste lid, 8°, het bewijs van de betaling van de subsidie.

Art. 18/4. Bij het formulier bedoeld in artikel 18 en de documenten bedoeld in de artikelen 18/2 en 18/3, voegt de werkgever, als het gaat om de stagiairs bedoeld in artikel 9, eerste lid, 5° :

1° het afschrift van de stageovereenkomst naar behoren ingevuld, bedoeld in artikel 22, 3°, gedateerd en ondertekend door beide partijen;

2° als de stage wordt vergoed met een beurs, het bewijs van de toekenning van deze beurs aan de betrokkene;

3° het opleidingsprogramma bedoeld in artikel 22, 4°;

4° het afschrift van het diploma of getuigschrift dat door de stage wordt aangevuld, waarbij, in voorkomend geval, de versie vertaald door een beëdigd vertaler gevoegd zal worden;

5° de verbintenis bedoeld in artikel 21, 2°, ondertekend door de stagiair, om in België geen dienstbetrekking uit te voeren tijdens de geldigheidsduur van de aangevraagde arbeidsvergunning.

Art. 18/5. Bij het formulier bedoeld in artikel 18 en de documenten bedoeld in de artikelen 18/2 en 18/3, voegt de werkgever, als het gaat om hooggeschoold personeel of personen die een leidinggevende functie komen bekleden bedoeld in artikel 9, eerste lid, 6° en 7° :

1° a) het afschrift van de arbeidsovereenkomst conform de bepalingen van de titels I en III van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, gedateerd en ondertekend door beide partijen;

b) in geval van terbeschikkingstelling, het afschrift van de arbeidsovereenkomst die de werknemer met zijn werkgever gevestigd in het buitenland verbindt, waarbij, in voorkomend geval, de versie vertaald door een beëdigd vertaler gevoegd zal worden;

2° in geval van terbeschikkingstelling, een attest ondertekend door de werkgever met vermelding van de duur van de terbeschikkingstelling alsook de arbeids- en bezoldigingsvoorwaarden tijdens de terbeschikkingstelling;

3° voor het hooggeschoold personeel, het afschrift van de diploma's van het hoger onderwijs behaald door de betrokkene, waarbij, in voorkomend geval, de versie vertaald door een beëdigd vertaler gevoegd zal worden;

4° voor de personen die een leidinggevende functie komen bekleden, het attest "leidinggevend personeel" ter beschikking gesteld door de Administratie naar behoren ingevuld, gedateerd en ondertekend door beide partijen.

Art. 18/6. Bij het formulier bedoeld in artikel 18 en de documenten bedoeld in de artikelen 18/2 en 18/3, voegt de werkgever, als het gaat om navorsers en gasthoogleraren bedoeld in artikel 9, eerste lid, 8° :

1° voor de navorsers, het voltijds onderzoeksprogramma met vermelding van de begin- en einddata en van de bezoldiging of de subsidie die tenminste overeenstemmen met het barema van assistent van de universiteiten, instellingen van hoger onderwijs of erkende wetenschappelijke instellingen;

2° als de aanvraag een gesubsidieerde navorsers betreft, het bewijs van de toekenning van de subsidie;

3° het bewijs van de uitnodiging en, in voorkomend geval, van de selectie, door de universiteit, de instelling van hoger onderwijs of de erkende wetenschappelijke instelling;

4° het afschrift van het universitair diploma van de betrokkene, namelijk het bewijs dat hij houder is van een doctoraat op proefschrift of een academische titel die hiermee gelijkgesteld kan worden, waarbij, in voorkomend geval, de versie vertaald door een beëdigd vertaler gevoegd zal worden;

5° voor een gasthoogleraar, tenzij er wordt bewezen, gedurende zijn verblijf, dat hij verder bezoldigd wordt door zijn uitzendende instelling, het bewijs dat hij een bezoldiging ontvangt in een barema van het onderwijzend personeel van de universiteit of van de instelling van hoger onderwijs.

Art. 18/7. Bij het formulier bedoeld in artikel 18 en de documenten bedoeld in de artikelen 18/2 en 18/3, voegt de werkgever, als het gaat om gespecialiseerde techniciers bedoeld in artikel 9, eerste lid, 9° :

1° het afschrift van het leveringscontract dat bewijst dat de gespecialiseerde techniciër naar België komt om over te gaan tot de montage, het op gang brengen of de herstelling van een installatie die door zijn werkgever gevestigd in het buitenland wordt vervaardigd of geleverd.

2° een nota met vermelding van de sector en het werkdomein van de werkgever gevestigd in het buitenland die zijn werknemer detacheert;

3° het afschrift van de arbeidsovereenkomst die de techniciër met zijn werkgever gevestigd in het buitenland verbindt, vergezeld van een afschrift van de dienstopdracht of de opdrachtbrief, ondertekend door de werkgever, waarbij de duur van de terbeschikkingstelling wordt bepaald alsook de arbeids- en bezoldigingsvoorwaarden voor de duur van de terbeschikkingstelling, waarbij, in voorkomend geval, de versie vertaald door een beëdigd vertaler gevoegd zal worden.

Art. 18/8. Bij het formulier bedoeld in artikel 18 en de documenten bedoeld in de artikelen 18/2 en 18/3, voegt de werkgever, als het gaat om werknemers bedoeld in artikel 9, eerste lid, 10°, gedetacheerd voor een opleiding van maximum zes maanden toegevoegd aan een verkoopcontract gesloten met een Belgisch bedrijf :

1° het afschrift van de arbeidsovereenkomst die de werknemer en de werkgever gevestigd in het buitenland verbindt, waarbij, in voorkomend geval, de versie vertaald door een beëdigd vertaler gevoegd zal worden;

2° de opleidingsovereenkomst toegevoegd aan het verkoopcontract met de vermelding van de opleidingsduur alsook de arbeids- en bezoldigingsvoorwaarden tijdens de opleiding;

3° het afschrift van het verkoopcontract gesloten tussen het Belgisch bedrijf en de werkgever gevestigd in het buitenland.

Art. 18/9. Bij het formulier bedoeld in artikel 18 en de documenten bedoeld in de artikelen 18/2 en 18/3, voegt de werkgever, als het gaat om beroepssportlui en trainers bedoeld in artikel 9, eerste lid, 11° :

1° het afschrift van de arbeidsovereenkomst voor betaalde sportbeoefenaar conform de bepalingen van de artikelen 2 tot 9 van de wet van 24 februari 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst voor betaalde sportbeoefenaars, gedateerd en ondertekend door beide partijen;



2° een verklaring op erewoord waarin de werkgever zich ertoe verbindt het bedrag van de bezoldiging bedoeld in artikel 9, eerste lid, 11°, na te leven.

Art. 18/10. Bij het formulier bedoeld in artikel 18 en de documenten bedoeld in de artikelen 18/2 en 18/3, voegt de werkgever, als het gaat om werknemers die een verantwoordelijkheidsfunctie uitoefenen in een buitenlandse luchtvaartmaatschappij met een uitbatingszetel in België of in een toeristische dienst van hun land bedoeld in artikel 9, eerste lid, 12° en 13° :

1° het afschrift van de arbeidsovereenkomst conform de bepalingen van de titels I en III van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, gedateerd en ondertekend door beide partijen of, in geval van terbeschikkingstelling, een afschrift van de arbeidsovereenkomst die de werknemer met zijn werkgever gevestigd in het buitenland verbindt, waarbij, in voorkomend geval, de versie vertaald door een beëdigd vertaler gevoegd zal worden;

2° in geval van terbeschikkingstelling, een attest ondertekend door de werkgever met vermelding van de duur van de terbeschikkingstelling alsook de arbeids- en bezoldigingsvoorwaarden tijdens de terbeschikkingstelling.

Art. 18/11. Bij het in artikel 18 bedoelde formulier en bij de in de artikelen 18/2 en 18/3 bedoelde documenten voegt de werkgever, indien het gaat om schouwspelartiesten bedoeld in artikel 9, eerste lid, 15° :

1° het afschrift van de door beide partijen behoorlijk ingevulde, gedateerde en ondertekende arbeidsovereenkomst voor schouwspelartiest met de vermeldingen en bepalingen bedoeld in bijlage II die bij dat besluit wordt gevoegd;

2° een toelichtende brief van de werkgever over de aard van de artistieke activiteiten in het kader van de arbeidsvergunning.

De administratie kan de in het eerste lid, 1°, bedoelde bijlage II die bij dat besluit wordt gevoegd wijzigen.

Art. 18/12. Bij het in artikel 18 bedoelde formulier en bij de in de artikelen 18/2 en 18/3 bedoelde documenten voegt de werkgever, indien het gaat om werknemers die voor een opleiding zijn gedetacheerd bij een Belgische zetel van de multinationale groep waartoe hun onderneming behoort :

1° het afschrift van de arbeidsovereenkomst waarmee de werknemer aan zijn in het buitenland gevestigde werkgever verbonden wordt;

2° het bewijs dat de Belgische zetel waarin de opleiding plaatsvindt, deel uitmaakt van de multinationale groep waartoe de onderneming van de werknemer behoort;

3° het afschrift van het opleidingscontract waarin de duur van de opleiding alsook de arbeidsvoorwaarden en de bezoldiging tijdens zijn opleiding in België worden vermeld.

Art. 18/13. Bij het in artikel 18 bedoelde formulier en bij de in de artikelen 18/2 en 18/3 bedoelde documenten voegt de werkgever, indien het gaat om werknemers bedoeld in artikel 9, eerste lid, 20°, die de verblijfsstatus van langdurig ingezetene in een andere lidstaat van de Europese Unie genieten en wier de arbeidsvergunning een beroep betreft, waarvoor de bevoegde overheid erkend heeft dat er zich een tekort aan arbeidskrachten voordoet :

1° als het om een eerste aanvraag gaat, het afschrift van de verblijfskaart van langdurig ingezetene, die de betrokkene in een andere lidstaat van de Europese Unie heeft verkregen en die uitdrukkelijk de gepaste vermelding "EU-langdurig ingezetene" vermeldt;

2° het afschrift van de door beide partijen gedateerde en ondertekende arbeidsovereenkomst die overeenstemt met de titels I tot III van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Art. 18/14. Bij het in artikel 18 bedoelde formulier en bij de in de artikelen 18/2 en 18/3 bedoelde documenten voegt de werkgever, indien het gaat om werknemers bedoeld in artikel 2, eerste lid, 6°, het bewijs dat het om een erkende eredienst gaat en dat de betrokkene bedienaar van de eredienst is, en dit, aan de hand van een afschrift van de akte tot aanwijzing van de FOD Justitie of van het bewijs van de aanwijzing door de Belgische verantwoordelijke voor de erkende eredienst. De duur van de opdracht en de bestaansmiddelen worden vermeld.

Art. 18/15. Bij het in artikel 18 bedoelde formulier en bij de in de artikelen 18/2 en 18/3 bedoelde documenten voegt de werkgever de volgende documenten, indien het gaat om personeel dat de graven van buitenlandse militairen onderhoudt, zoals bedoeld in artikel 2, eerste lid, 7° :

1° elk document dat aantoonst dat de werknemer tewerkgesteld is door een officiële instantie belast met het onderhoud van militaire begraafplaatsen om te zorgen voor het onderhoud van graven van buitenlandse militairen;

2° het afschrift van de door beide partijen gedateerde en ondertekende arbeidsovereenkomst die overeenstemt met de titels I tot III van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Art. 18/16. Bij het in artikel 18 bedoelde formulier en bij de in de artikelen 18/2 en 18/3 bedoelde documenten voegt de werkgever, indien het om zeelieden bedoeld in artikel 2, eerste lid, 8°, gaat :

1° het bewijs van de opneming op de lijst van de Pool bij de Hulp- en verzorgingskas voor zeevarenden;

2° het afschrift van de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst aan boord van zeeschepen conform de bepalingen van de artikelen 29 tot 39 van de wet van 3 juni 2007 houdende diverse arbeidsbepalingen, gedateerd en ondertekend door de zeevarende en de werkgever, de reder of zijn gemachtigde of de kapitein.

Art. 18/17. Bij het in artikel 18 bedoelde formulier en bij de in de artikelen 18/2 en 18/3 bedoelde documenten voegt de werkgever de perskaart van de journalist afgegeven door de bevoegde diensten, indien het gaat om in België verblijvende journalisten die uitsluitend verbonden zijn aan in het buitenland uitgegeven dagbladen of in het buitenland gevestigde persagentschappen, radio- of televisiestations, zoals bedoeld in artikel 2, eerste lid, 15° :

Art. 18/18. Bij het in artikel 18 bedoelde formulier en bij de in de artikelen 18/2 en 18/3 bedoelde documenten voegt de werkgever, indien het gaat om werknemers bedoeld in artikel 2, eerste lid, 20° :

1° het afschrift van de door beide partijen gedateerde en ondertekende arbeidsovereenkomst die overeenstemming is met de titels I tot III van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

2° het afschrift van de internationale overeenkomst in uitvoering waarvan de tewerkstelling geschiedt;

3° het bewijs dat de internationale overeenkomst in uitvoering waarvan de tewerkstelling geschiedt, door een gewestelijke of gemeenschappelijke overheid in het kader van hun respectievelijke bevoegdheden goedgekeurd is.

Art. 18/19. Bij het in artikel 18 bedoelde formulier en bij de in de artikelen 18/2 en 18/3 bedoelde documenten voegt de werkgever, indien het gaat om stagiairs bedoeld in artikel 2, eerste lid, 21° :

1° het afschrift van de door beide partijen gedateerde en ondertekende stageovereenkomst waarin de duur van de stage en het bedrag van de bestaansmiddelen worden vermeld;

2° indien het gaat om een stagiair tewerkgesteld in het kader van een programma goedgekeurd door een in België gevestigde publiekrechtelijke internationale organisatie waarvan het statuut bij een vigerend verslag geregeld wordt, het bewijs dat dit programma door de internationale organisatie is goedgekeurd;

3° in geval van uitwisselingsprogramma gebaseerd op wederkerigheid, het bewijs van de wederkerigheid.

Art.18/20. Bij het in artikel 18 bedoelde formulier en bij de in de artikelen 18/2 en 18/3 bedoelde documenten voegt de werkgever, indien het gaat om de postdoctorale onderdanen uit een derde land zoals bedoeld in artikel 2, eerste lid, 25° :

1° het bewijs dat de postdoctorale werknemer houder is van een titel van doctor en dat hij buitengewone wetenschappelijke verdiensten hebben die blijken uit een attest van de onthalande universiteit;

2° het bewijs dat de postdoctorale werknemer in aanmerking komt voor een tegemoetkoming voor wetenschappelijk onderzoek met vermelding van het bedrag van de tegemoetkoming;

3° het bewijst dat de postdoctorale werknemer een fundamenteel wetenschappelijk onderzoek uitvoert in de onthalande universiteit met vermelding van de duur van het onderzoek.

Art. 18/21. Bij het in artikel 18 bedoelde formulier en bij de in de artikelen 18/2 en 18/3 bedoelde documenten voegt de werkgever, indien het gaat om onderzoekers bedoeld in artikel 2, eerste lid, 26°, het afschrift van de gastovereenkomst tussen de onderzoeker en de erkende onderzoekinstelling, behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend door beide partijen.

Art. 18/22. Bij het in artikel 18 bedoelde formulier en bij de in de artikelen 18/2 en 18/3 bedoelde documenten voegt de werkgever, indien het om gaat om kaderleden en leidinggevend personeel bedoeld in artikel 2, eerste lid, 33° :

1° het afschrift van de door beide partijen gedateerde en ondertekende arbeidsovereenkomst die in overeenstemming is met de titels I tot III van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, en die voorziet in een jaarlijkse bezoldiging hoger dan het bedrag vermeld in artikel 69 van de wet van 3 juli 1978 en berekend en aangepast volgens artikel 131 van dezelfde wet;

2° een attest van een bedrijfsrevisor opgenomen op de lijst van het Belgisch Instituut der Bedrijfsrevisoren waaruit blijkt dat de werkgever voldoet aan de wettelijke voorwaarden om als hoofdzetel te worden beschouwd.

Art. 18/23. Bij het in artikel 18 bedoelde formulier en bij de in de artikelen 18/2 en 18/3 bedoelde documenten voegt de werkgever, indien het gaat om werknemers die niet bedoeld zijn in de artikelen 18/4 tot en met 18/22, noch in de artikelen 18/24 of 18/25, een afschrift van de door beide partijen behoorlijk ingevulde, gedateerde en ondertekende arbeidsovereenkomst die de vermeldingen en bepalingen van de bijgevoegde bijlage I bevat.

De administratie kan de in het eerste lid bedoelde bijlage I die bij dat besluit wordt gevoegd wijzigen.

Art. 18/24. § 1. Met het oog op de tewerkstelling bedoeld in artikel 16 dient de werknemer, onderdaan van een derde land, een aanvraag voor een arbeidsvergunning voor een onbepaalde duur, die alle bezoldigde beroepen dekt, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit bij de administratie in.

De aanvraag wordt ingediend aan de hand van een door de administratie ter beschikking gesteld formulier.

De werknemer, onderdaan van een derde land, vult het aanvraagformulier behoorlijk in en dateert en ondertekent het.

§ 2. Bij het in § 1 bedoelde formulier en bij de in de artikelen 18/2 bedoelde documenten voegt de werknemer :

1° het afschrift van de arbeidskaarten B bedoeld in artikel 3, 2°, die eerder zijn verleend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het Vlaamse Gewest of de Duitstalige Gemeenschap, of van alle verblijfsvergunningen die voor arbeidsdoeleinden zijn toegekend;

2° het afschrift van de loonfiches of loonafrekeningen voor de meest recente volledige periode waarvoor een arbeidsvergunning is toegekend;

3° het afschrift van de lopende arbeidsovereenkomst of, bij gebreke daarvan, van elk document waaruit blijkt dat de onderdaan van de derde land overeenkomstig artikel 61/25, § 1, 2°, van de wet van 15 december 1980 over voldoende bestaansmiddelen beschikt.

Art. 18/25. § 1. Met het oog op zijn tewerkstelling bedoeld in artikel 2, eerste lid, 35° dient de buitenlandse onderdaan die de verblijfsstatus van langdurig ingezetenen onderdaan in een andere lidstaat van de Europese Unie heeft verkregen krachtens een wetgeving of regelgeving tot omzetting van de Richtlijn 2003/109/CE/109/EG van de Raad van 25 november 2003 betreffende de status van langdurig ingezetenen onderdanen van derde landen, een aanvraag voor een arbeidsvergunning voor onbepaalde duur bij de administratie in overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

De aanvraag wordt ingediend aan de hand van een door de administratie ter beschikking gesteld formulier.

De werknemer, onderdaan van een derde land, vult het aanvraagformulier behoorlijk in en dateert en ondertekent het.

§ 2. Bij het in § 1 bedoelde formulier en bij de in de artikelen 18/2 bedoelde documenten voegt de werknemer :

1° het afschrift van de arbeidskaarten B bedoeld in artikel 3, 2°, die eerder zijn verleend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het Vlaamse Gewest of de Duitstalige Gemeenschap, of van alle verblijfsvergunningen die voor arbeidsdoeleinden zijn toegekend;

2° het afschrift van de loonfiches of loonafrekeningen voor de meest recente volledige periode waarvoor een arbeidsvergunning is toegekend;

3° het afschrift van de lopende arbeidsovereenkomst of, bij gebreke daarvan, van elk document waaruit blijkt dat de onderdaan van de derde land overeenkomstig artikel 61,25-6, § 1, 2°, van de wet van 15 december 1980 over voldoende bestaansmiddelen beschikt.

Art. 18/26. § 1. De administratie deelt de beslissing tot weigering van de arbeidsvergunning aan de werkgever en aan de werknemer die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9 van de wet van 30 april 1999 mede.

De beslissing vermeldt de mogelijkheid om een beroep in te dienen overeenkomstig artikel 9 van de wet van 30 april 1999, de bevoegde instanties waarbij dit beroep kan worden ingesteld alsook de eisen van vormen en termijnen.

§ 2. Zolang het beroep bij de gewestelijke Minister hangende is, wordt elke aanvraag die krachtens de volgende artikelen is ingediend, onontvankelijk verklaard :

1° artikel 18 voor zover het om een betrekking voor dezelfde werknemer gaat en voor het beroep dat bij de gewestelijke Minister hangende is, een krachtens artikel 18 ingediende aanvraag betreft;

2° artikel 18/24 door dezelfde werknemer voor zover het beroep dat bij de gewestelijke Minister hangende is, een krachtens artikel 18/24 ingediende aanvraag betreft;

3° artikel 18/25 door dezelfde werknemer voor zover het beroep dat bij de gewestelijke Minister hangende is, een krachtens artikel 18/25 ingediende aanvraag betreft.

§ 3. De administratie deelt de beslissing van de gewestelijke Minister in beroep tot weigering van de arbeidsvergunning aan de verzoeker mede.

De beslissing vermeldt de mogelijkheid om een beroep in te dienen, de bevoegde instanties waarbij dit beroep kan worden ingesteld alsook de eisen van vormen en termijnen.

Art. 18/27. De aanvraag tot verlenging van de arbeidsvergunning wordt door de werkgever bij de administratie ingediend, overeenkomstig de artikelen 18 tot en met 18/3 en, volgens het geval, de artikelen 18/4 tot en met 18/23.

In afwijking van het eerste lid worden de in de artikelen 18/4 tot 18/23 bedoelde documenten die onveranderd zijn gebleven sinds hun overmaking aan de administratie, met uitzondering van het in artikel 12, eerste lid, bedoelde document, niet gevoegd bij de aanvraag tot verlenging.”.

**Art. 7.** In artikel 38, § 1, van hetzelfde besluit 38 wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "gewestelijke Minister".

#### HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 8.** De Minister benoemt het gewoon lid en het plaatsvervangend lid van het samenwerkingsgerecht bedoeld in artikel 44 van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 voor een verlengbare periode van vier jaar.

**Art. 9.** De arbeidskaarten A die zijn toegekend overeenkomstig de voor de inwerkingtreding van dit besluit vigerende bepalingen, blijven geldig na de inwerkingtreding van dit besluit en blijven onderworpen aan de bepalingen die voor die datum van kracht waren.

**Art. 10.** De aanvragen voor de arbeidskaart A die voor de inwerkingtreding van dit besluit zijn ingediend, blijven geldig.

**Art. 11.** De tewerkstellingsaanvragen en de arbeidskaart B die zijn toegekend overeenkomstig de voor de inwerkingtreding van dit besluit vigerende bepalingen, blijven geldig tot hun vervaldatum.

**Art. 12.** De aanvragen voor het verkrijgen van de arbeidsvergunning en van de arbeidskaart B die voor de inwerkingtreding van dit besluit zijn ingediend, blijven onderworpen aan de bepalingen die voor die datum van kracht waren.

De op die manier verkregen arbeidsvergunning en de arbeidskaart B blijven geldig tot hun vervaldatum.

**Art. 13.** Voor de gevallen bedoeld in de artikelen 11 en 12 kunnen de arbeidsvergunning van de werknemer en de vergunning van de werkgever om de werknemer tewerk te stellen slechts opnieuw toegekend worden mits de naleving van de procedure m.b.t. de verlengingsaanvraag bedoeld in artikel 18/27 van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers.

**Art. 14.** Dit besluit heeft uitwerking op de datum van inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord gesloten te Brussel op 2 februari 2018 tussen de Federale Staat, het Waalse Gewest, het Vlaamse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap over de coördinatie van het beleid voor de toekenning van arbeidsvergunningen en voor de toekenning van de verblijfsvergunning, alsook de normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse werknemers.

**Art. 15.** De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 juni 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,  
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming.

P.-Y. JEHOLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/203379]

**21 JUIN 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017 portant exécution du décret du 9 mars 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 mars 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital, les articles 6, 12, 18, § 2;